

## SERVICE UNIVERSEL DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

# Algérie Télécom, Mobilis et Djezzy retenus comme fournisseurs

**Les opérateurs Algérie Télécom (AT), Algérie Télécom Mobile (Mobilis) et Optimum Télécom Algérie (OTA – Djezzy) ont été retenus, jeudi dernier, pour la fourniture du Service universel des télécommunications (SUT) en matière de téléphonie et accès à Internet.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Ces trois opérateurs pourront ainsi fournir un service de téléphonie fixe et mobile de qualité spécifique, l'acheminement des appels d'urgence ainsi que l'accès à Internet (débit minimum de 512 kbits) à une population d'environ 220 000 habitants.

Dans un premier temps, ces fournisseurs vont offrir le service global au niveau de 97 localités parmi les plus enclavées du pays, majoritairement dans le Sud en plus des Hauts-Plateaux ainsi que des localités frontalières.

Couvrant un total de 28 wilayas, ces 97 localités sont réparties en deux catégories, la première ciblant les régions totalement dépourvues de couverture en communications et télécommunications tandis que la seconde catégorie concerne les localités couvertes en téléphonie mobile (GSM) seulement. Elles sont réparties également en termes de densité d'habitation : entre 1 500 et 2 000 habitants pour le sud du pays et entre 1 000 et 2 000 habitants pour le nord (Hauts-Plateaux).

### Les offres d'Ooredoo n'ont pas été retenues

Soumissionnaires depuis le 22 décembre 2015 à l'appel à concurrence lancé quelques mois plus tôt (en avril) par l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPT), ces trois opérateurs ont été retenus pour des offres

recevables car moins disantes. A contrario, les offres de l'opérateur Wataniya Télécom Algérie (WTA, Ooredoo) ont été considérées irrecevables car plus disantes. A ce titre, Mobilis a remporté 6 lots, dont 2 pour la première catégorie et 4 pour la deuxième.

Djezzy a pris également 6 lots répartis à égalité 3 pour la première catégorie et 3 pour la deuxième. Algérie Télécom, quant à elle, s'est vu octroyer 5 lots avec un seul pour la première catégorie et 4 pour la deuxième.

Relevons que Mobilis avait soumissionné pour 8 lots dans la catégorie 1 et 8 lots dans la catégorie 2 tandis qu'Ooredoo avait proposé 3 lots pour la catégorie 1 et 3 lots dans la catégorie 2. Djezzy avait, quant à elle, soumissionné avec 8 lots dans la catégorie 1 et 8 lots pour la catégorie 2 et idem pour Algérie Télécom.

### L'introduction du SUT opportune, selon M<sup>me</sup> Feraoun

Déoulant de l'évaluation technique et financière des offres soumises le 22 décembre dernier, le choix des opérateurs s'est déroulé au siège de l'ARPT, en présence notamment de la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Houda-Imane Feraoun.

En raison de leur éloignement et isolement géographiques et avec une population inférieure à 2 000 habi-



Photo : Samir Sid

**Feraoun s'est réjouie que ce service profitera à des milliers d'usagers.**

tants, ces régions n'étaient pas considérées par les opérateurs comme étant économiquement rentables, d'où l'absence, totale ou quasi entière, du service global. En ce sens, l'introduction du SUT s'avère opportune dans la mesure où elle vise à assurer, entre autres, un «développement durable et équi-

bré» pour l'ensemble des régions du pays et le «renforcement des pôles industriels» dans le domaine des télécommunications ainsi que «l'amélioration du cadre de vie des citoyens», considérera Houda-Imane Feraoun, exprimant sa «satisfaction» quant au processus de désignation des opérateurs en question.

### Les prestations des opérateurs seront évaluées

Faisant savoir qu'à terme, ce service concernera plus de 1,3 million d'habitants, la ministre s'est réjouie de l'impact de celui-ci sur le rendement du système éducatif, outre le fait qu'il contribuera à la création d'une «nouvelle dynamique» pour ces régions, en faisant profiter des milliers d'usagers des avantages offerts par les TIC.

Notons, ce faisant, que les opérateurs retenus ont un délai de 10 jours, à compter de la notification de ces résultats, pour se présenter au siège de l'ARPT et finaliser leur cahier des charges.

M<sup>me</sup> Feraoun indiquera, dans ce contexte, qu'une «évaluation périodique» de ce programme-pilote sera assurée en vue de situer les «difficultés» auxquelles pourront faire face les différents intervenants et ce, dans la perspective du lancement, dans le futur, de projets similaires. En ce sens, la ministre de la Poste invitera les opérateurs à faire montre de professionnalisme et à fournir des prestations à la hauteur de leurs engagements.

C. B.

## Vocation du Service universel des télécommunications

Institué dans la loi 2000-03 du 5 août 2000 et financé par un fonds public géré par l'ARPT, le SUT vise à mettre à la disposition de chaque habitant, indépendamment de sa localisation géographique et de son statut social, les moyens d'accès aux services de télécommunications de base et plus particulièrement les services d'accès à Internet à des prix abordables.

Dans la mesure où les seules forces du marché ne sont pas en mesure d'assurer un accès à des prix raisonnables aux citoyens habitant dans des localités

éloignées, non suffisamment rentables pour susciter chez les opérateurs un intérêt économique pour les desservir, l'intervention des pouvoirs publics s'avère nécessaire.

De fait, c'est une priorité pour ces derniers, d'autant que le Service universel des télécommunications est un levier de politique publique et d'aménagement du territoire permettant d'assurer la cohésion sociale en réduisant les disparités entre les groupes de populations.

C. B.

## PÉTROLE

# Léger rebond des cours

**C'est une certaine tendance haussière que les cours du pétrole affichaient hier, lors des échanges européens mais aussi en Asie.**

Ainsi, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, valait 30,86 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 1,61 dollar par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de Light sweet crude (WTI) pour la même échéance prenait 1,35 dollar à 30,88 dollars. Plus tôt en Asie, le baril de WTI, progressait de cinq cents à 29,58 dollars tandis que le Brent gagnait 13 cents à 29,38 dollars.

Un rebond asiatique que les déclarations du président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, évoquant la nécessité de «réévaluer et peut-être revoir» la politique monétaire lors de la prochaine réunion du conseil des gouverneurs, le 10 mars, ont stimulé. Après avoir hésité sur la marche à suivre une bonne partie de la séance, les cours du Brent et du WTI ont franchement rebondi la veille jeudi, dans le sillage de la publication des derniers chiffres du département américain de l'Energie (DoE) sur les réserves américaines de brut, qui ont montré un fort déclin des stocks de produits distillés (-1 million de barils). Notons que mercredi, le WTI était tombé à 26,19 dollars avant de clôturer à 26,55 dollars, son plus bas depuis mai 2003.

Le Brent était également passé sous les 28 dollars, un plus bas de 12 ans. Après un recul de près de 30% depuis le début de l'année, les prix du pétrole ont ainsi connu un rebond impressionnant qui a ramené à la fois le Brent

et le WTI au-dessus des 30 dollars le baril. Soit un seuil-plancher en dessous duquel les deux contrats s'étaient installés depuis une semaine, notait un analyste. Cela même si l'on met en garde contre l'idée qui consisterait à considérer que les prix de l'or noir ont touché leur plancher.

«C'est la fin de la semaine. Et depuis trois semaines, les marchés démentent les analystes qui prédisent un rebond», considérera un observateur. Un autre analyste estimait cependant qu'il n'y avait pas eu de réel catalyseur dans les fondamentaux de l'offre et de la demande permettant d'expliquer ce rebond.

L'incertitude sur une reprise des cours

durable demeure en effet, à cause des facteurs baissiers continuant à peser sur le marché, et notamment la forte hausse des stocks de brut (+4 millions de barils) et d'essence (+4,6 millions de barils) enregistrée lors de la semaine achevée le 15 janvier. Mais aussi en raison des propos tenus par un opérateur saoudien.

En effet, le président de la compagnie pétrolière nationale saoudienne Aramco, Khalid al-Falih, a estimé que les prix du pétrole étaient «irrationnels» lors d'un débat sur l'énergie organisé dans le cadre du Forum économique mondial de Davos. Pour autant, il n'a donné aucune indication que son pays

soit prêt à limiter sa production pour aider les cours à se redresser : «Si les prix demeurent bas, nous serons capables de résister pendant très longtemps. Nous ne l'espérons pas, mais nous y sommes préparés», a-t-il dit, rappelant que son pays affichait «les coûts de production les plus bas de la planète».

Les cours ayant plongé en raison d'une offre largement excédentaire que n'arrive plus à absorber une demande moribonde, en raison du ralentissement économique mondial, et notamment de la Chine, la perspective d'un retour du brut iranien sur le marché ne fait que contribuer à faire baisser les prix.

C. B./Agences

## La chute des cours, «une bénédiction» pour les pays du Golfe !

La chute des prix du pétrole, principale source de revenus des pays du Golfe, constitue une chance pour eux de mettre fin à leurs subventions et introduire des réformes économiques. C'est ce qu'indiquaient hier à Davos, en Suisse des ministres de ces monarchies arabes.

«Avec des prix bas (...), c'est le bon moment» de réduire les subventions sur les produits pétroliers, a déclaré le ministre koweïtien des Finances Anas Saleh lors du Forum économique mondial.

Lors d'un débat sur l'avenir des réformes économiques dans

le monde arabe, M. Saleh, qui occupe les fonctions de ministre du Pétrole par intérim, a également estimé que le prix bas du pétrole rendrait moins pénible, pour les consommateurs, la levée des subventions sur les produits pétroliers. «Il s'agit d'une opportunité pour les gens de faire la bonne chose, qui est de payer le coût réel de l'énergie», a indiqué de son côté le ministre émirati de l'Energie, Suhail al-Mazroui, qui participait au même débat. «Nous devons repenser les réformes majeures qui feront en sorte que nos budgets ne dépendent pas

des recettes pétrolières», a-t-il dit.

Après avoir libéralisé les prix en juin dernier, les Emirats cherchent à lever les subventions sur d'autres produits et services, a poursuivi M. Mazroui, citant l'exemple des subventions encore existantes sur l'électricité. «C'est malsain», a-t-il dit, parlant du gaz vendu à des fournisseurs d'électricité avec un taux de subvention. Il a souligné la nécessité d'«appliquer les prix du marché international».

Le chef du Bureau du développement économique de Bahreïn, Khalid al-Roumaihi, est même allé plus loin, qualifiant la chute des

recettes pétrolières comme une «bénédiction déguisée» car elle fournit une chance pour les réformes. Selon lui, la chute des revenus pétroliers, qui représentent le gros des recettes des Etats du Golfe, peut avoir comme conséquences des réformes fiscales et un élargissement de la base économique de ces pays. Le ministre koweïtien a déclaré que si les prix venaient à remonter, les gouvernements devraient «envisager de rationaliser les subventions (...) pour ceux qui en ont besoin».

Agences